

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 10 (1982)

DOI: 10.11588/fr.1982.0.51238

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

les luttes internes pour l'exercice du pouvoir et les options de politique intérieure et extérieure de chaque faction. Ils portent un jugement sévère sur le rôle joué en l'occurrence par le Président Mao-Tsé-Toung et présentent un bilan consternant des dix années d'incertitude et de troubles que la Chine a connues entre 1966 et 1977. Selon eux, le retour au pouvoir de Teng-Hsiao-Ping amorce un redressement mais la consolidation du pouvoir des «modérés» ayant opté pour les quatre modernisations est la condition d'une politique chinoise dynamique et efficace. Enfin, les relations entre la Chine, d'une part, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, d'autre part, sont évoquées avec intelligence et clarté.

Le chapitre sur les mouvements de libération en Afrique est dû à la plume de M. ANSPRENGER qui jouit d'une certaine notoriété pour ses travaux sur les politiques coloniales européennes. On relève notamment que ses jugements sur la politique d'Outre-Mer de la France sont plus nuancés et équitables que ceux portés par les autres auteurs de ce volume. Mais en Afrique la France n'est pas seule en cause et M. ANSPRENGER brosse un tableau complet de la décolonisation et des problèmes auxquels sont confrontés les nouvelles élites lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre une politique de développement économique et social. A cet égard, l'auteur se livre à des considérations pertinentes aussi bien en ce qui concerne l'adéquation des modèles occidentaux que la vanité du recours à des boucs émissaires pour expliquer l'échec de programmes mal conçus et en porte-à-faux par rapport aux besoins des populations locales.

De ce point de vue, le cas africain illustre le problème plus général des rapports Nord-Sud qui font l'objet du chapitre final. L'écart grandissant entre le niveau de vie des pays du Tiers-Monde et celui des pays industrialisés constitue sans doute le plus grand défi qui soit porté à l'humanité depuis le début de la période historique. Or, les remèdes apportés jusqu'à présent aux maux les plus criants du sous-développement n'ont produit que des résultats dérisoires. Sans doute, faut-il persévérer dans la voie de l'aide aux pays pauvres et à cet égard l'originalité de la contribution des pays membres de la Communauté Européenne est soulignée. Mais, c'est à la création d'un nouvel ordre économique international qu'il faut se vouer si l'on veut éviter des perturbations dramatiques dans les relations économiques internationales et prévenir des conflits dont le déchaînement pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'espèce humaine.

Jean KLEIN, Paris

Hans-Peter SCHWARZ, *Vom Reich zur Bundesrepublik. Deutschland im Widerstreit der außenpolitischen Konzeptionen in den Jahren der Besatzungsherrschaft 1945–1949*, 2<sup>e</sup> éd. Stuttgart (Klett-Cotta) 1980, 910 p.

La réédition de la thèse d' (Habilitationsschrift) du professeur Hans-Peter Schwarz témoigne de l'intérêt du public d'outre-Rhin pour la période de fondation de la République Fédérale d'Allemagne (RFA) et de la continuité de ses préoccupations quant à l'avenir de la nation allemande. Lors de sa parution en librairie en 1966, elle avait été saluée comme une contribution significative à l'histoire de l'après-guerre. Depuis lors les hypothèses formulées par le candidat au doctorat près de l'Université de Tübingen et les conclusions auxquelles il avait abouti au terme de sa recherche ont été largement confirmées par les travaux des historiens de la guerre froide. Dans une annexe bibliographique à la seconde édition de l'ouvrage, M. Schwarz relève avec satisfaction que l'ouverture des archives n'a rien révélé qu'il n'avait déjà pressenti et que ses analyses n'exigent pas de retouches substantielles.

Dans ce livre, Hans-Peter Schwarz démonte le mécanisme qui a débouché sur la création d'un Etat allemand à l'Ouest alors que cette éventualité paraissait exclue d'entrée de jeu, aussi bien par les vainqueurs de l'Allemagne nazie que par la majorité des Allemands qui restaient attachés à l'idée d'un Reich unitaire. De fait, l'accord de Potsdam du 2 août 1945 avait consacré la thèse de l'unité allemande et prévu la constitution d'une administration quadripartite que doublait une

administration militaire dans chacune des quatre zones d'occupation. Mais il apparut bientôt que les conceptions soviétiques étaient contraires aux intérêts occidentaux et que la politique des réparations appliquée par l'URSS risquait de compromettre le relèvement économique de l'Allemagne. Or, le chaos provoqué par la défaite de 1945 et les difficultés de tous ordres auxquelles se heurtaient les Allemands pour assurer leur minimum vital offraient un terrain favorable à la diffusion des thèses communistes. C'est précisément pour la contrecarrer que les Anglo-Saxons se soucièrent d'établir en Allemagne un régime de démocratie libérale ce qui impliquait une aide économique.

Par ailleurs, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient confrontés à des problèmes gigantesques pour nourrir la population dans leurs zones d'occupation et ils ne pouvaient alléger ce fardeau qu'en offrant aux Allemands la possibilité de se prendre en charge. Il convenait donc de trouver des formules susceptibles de concilier les orientations fixées en commun par les alliés pendant et après la seconde guerre mondiale et les exigences d'une bonne administration dans des régions où traditionnellement l'exportation de produits manufacturés compensait l'importation de produits alimentaires. C'est ainsi que les Etats-Unis furent amenés à infléchir leur politique vis-à-vis de l'Allemagne et à favoriser dès 1946 la reconstitution de son potentiel industriel. Des garanties étaient prévues pour éviter une renaissance du militarisme allemand, mais la politique des réparations subissait une mutation radicale, si elle n'était pas abandonnée.

Enfin, l'Allemagne est devenue très tôt un enjeu de la guerre froide. Après le rejet du plan Marshall par l'Union soviétique et la création du Kominform en 1947, la rupture de l'alliance de guerre était définitivement consommée et la division de l'Allemagne sera la conséquence de la division du continent en deux sphères d'influence.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à une analyse minutieuse de la politique des vainqueurs et l'auteur dégage parfaitement les grandes lignes de l'action menée par les Quatre aussi bien au plan de l'administration de l'Allemagne dans son ensemble que dans le cadre des zones d'occupation. Selon M. Schwarz la responsabilité principale de la division de l'Allemagne incombe aux deux Grands et il fait justice de la thèse qui tend à imputer l'échec de l'administration quadripartite à la France. Certes les dirigeants de la IV<sup>ème</sup> République avaient formulé des revendications qui allaient à l'encontre du maintien d'un Etat unitaire et ils avaient entravé par leurs actions divergentes la mise en œuvre d'une politique commune vis-à-vis de l'Allemagne vaincue. Toutefois, M. Schwarz n'en déduit pas que la France ait été en mesure d'imposer ses vues dans les conseils interalliés, ni que ses manœuvres de diversion aient constitué un obstacle majeur à l'application de la politique décidée par les Anglo-Saxons. Tout au plus les Français ont-ils réussi à retarder la création de l'Etat ouest-allemand, mais dès 1947 ils envisageaient une politique différente tendant à garantir la sécurité du pays par l'interdépendance économique avec l'Allemagne et la construction des Etats-Unis d'Europe.

La Grande-Bretagne ne semble avoir joué qu'un rôle marginal dans la définition de la politique occidentale vis-à-vis de l'Allemagne. Certes, le gouvernement travailliste avait tenté d'introduire dans la zone d'occupation britannique des réformes de type socialiste mais ce projet s'était heurté aux objections américaines et n'avait pu aboutir en raison de la faiblesse des atouts dont disposait l'Angleterre au lendemain d'une guerre qui l'avait acculée à la ruine. Le gage qu'elle pensait détenir – le bassin de la Ruhr – se révéla être un handicap dans la mesure où les charges qu'entraînait son maintien ne pouvaient être couvertes sans le concours des Etats-Unis. A partir du moment où ceux-ci optèrent pour le développement séparé des zones d'occupation occidentales, les alliés britanniques et français durent s'incliner puisque dans le contexte de la guerre froide le ralliement des Allemands était jugé indispensable pour faire pièce aux ambitions de Staline. Les Français assouplirent leurs exigences vis-à-vis de l'Allemagne en échange de concessions au plan de la sécurité et de l'exploitation du bassin de la Ruhr, tandis que les Britanniques s'adaptèrent à la situation nouvelle en cultivant les «relations spéciales» qu'ils entretenaient avec les Etats-Unis.

M. Schwarz souligne qu'en l'occurrence les Français ont fait preuve d'imagination créatrice en définissant des modèles pour l'organisation politique de l'Europe, alors que les Britanniques se sont tenus à l'écart du mouvement et n'ont pas suivi les exhortations prodiguées par Churchill dans son discours de Zurich (septembre 1946). Or, l'idée du fédéralisme européen bénéficiait d'une grande faveur dans les mouvements issus de la Résistance et on y voyait la réponse aux grands problèmes de l'heure. Pour les Allemands, l'intégration dans une Europe fédérale ou confédérale présentait de multiples avantages. En premier lieu, elle permettait d'exorciser les démons du nationalisme et d'offrir des garanties aux pays qui avaient été victimes dans le passé des entreprises hégémoniques allemandes. En outre, elle offrait à l'Allemagne vaincue et réduite à l'état d'objet de la politique la possibilité d'accéder à l'égalité des droits (*Gleichberechtigung*) et de recouvrer le statut de membre à part entière de la communauté internationale. Enfin, pour les provinces de l'Ouest et du Sud-Ouest (Rhénanie, Bavière, etc . . .) qui voulaient se libérer de la domination prussienne et rompre avec la politique bismarckienne, la constitution d'un Etat fédéral signifiait l'avènement d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'Allemagne. On conçoit donc que le fédéralisme ait joui d'une large audience dans les milieux intellectuels et politiques allemands et qu'il ait servi de catalyseur à la formation de la RFA en 1949. Toutefois c'est à Moscou et à Washington que s'est joué le destin de l'Allemagne d'après-guerre et c'est à juste titre que M. Schwarz consacre l'essentiel de ses développements à la politique des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

En 1945, les jeux étaient loin d'être faits et l'auteur souligne le caractère ambivalent de la politique menée par les deux Grands pendant les premières années de l'occupation. Ce n'est que progressivement que l'on en est venu à la création de deux Etats séparés qui se sont naturellement insérés dans les systèmes politico-militaires qui se faisaient face sur le continent.

A l'origine, le Président Roosevelt envisageait une entente durable avec l'URSS pour assurer l'ordre en Europe et sauvegarder la paix mondiale. Il se réclamait d'une idéologie démocratique et progressiste mais comme l'avait noté le général de Gaulle dans ses Mémoires de guerre: «L'idéalisme y habillait la volonté de puissance». En fait le Président américain ne se faisait pas d'illusions sur la nature du régime soviétique, ni sur le sort qui serait réservé aux pays libérés par l'armée rouge. Toutefois, il pensait pouvoir contenir les ambitions de l'URSS en faisant des Etats-Unis l'arbitre d'un système de sécurité collective mondiale, formule plus conforme à l'esprit du temps que celle de l'équilibre des forces dont Churchill s'était fait le héraut.

Après la mort de Roosevelt, l'idéologie progressiste libérale s'est étiolée tandis qu'à la faveur de la guerre froide s'affirmait une «Realpolitik» à forte connotation anti-communiste. Avec le remplacement de Byrnes par Marshall à la tête du Département d'Etat, c'en est fait de la politique d'accommodement avec l'URSS. Il s'agit désormais de consolider la position des Etats-Unis dans leur zone d'occupation, d'y créer les conditions pour des investissements fructueux et de favoriser par une aide économique la constitution en Europe d'un pôle de résistance à l'expansion communiste. Ce fut notamment l'objet de l'European Recovery Programm alimenté par les fonds de l'aide Marshall.

M. Schwarz explique l'inflechissement de la politique américaine par des considérations économiques qui auraient été déterminantes à l'origine mais auraient cédé à partir de 1947 à des préoccupations d'un autre ordre. Il convient de rappeler que certains Américains, tel Morgenthau, voulaient imposer à l'Allemagne une «paix carthaginoise» afin de la mettre hors d'état de reconstituer sa puissance économique et militaire et que d'autres (Lippmann) suggéraient sa neutralisation sous le contrôle des vainqueurs. Ces idées furent écartées, mais pendant quelques temps la politique des Etats-Unis resta ambivalente et le général Lucius Clay rechercha la coopération avec l'URSS. Il semble que l'attitude intransigeante des Soviétiques dans la question des réparations et les difficultés éprouvées par les Américains et les Britanniques dans leurs zones d'occupation conduisirent à l'adoption de mesures qui préludèrent à la création de la bizonie. Le refus du plan Marshall par l'Union soviétique et les événements de l'année 1948 (prise

du pouvoir par les communistes en Tchécoslovaquie et blocus de Berlin) ne firent qu'exacerber les contradictions entre les Quatre et dissipèrent les dernières illusions que l'on pouvait encore nourrir sur le maintien de l'unité allemande. La neutralisation de l'Allemagne eût été contraire aux orientations de la diplomatie américaine et les Etats-Unis ne pouvaient pas davantage placer la bizonie, puis la trizone sous le régime du protectorat. La solution d'un Etat fédéral ouest-allemand était celle qui soulevait le moins d'objections et était susceptible de rallier la majorité des Allemands, si les perspectives d'une réunification restaient ouvertes.

A l'instar des Etats-Unis qui avaient ajourné la solution du problème allemand jusqu'à ce que la logique de la guerre froide se fut imposée à eux, l'URSS ne semble pas avoir eu de politique univoque vis-à-vis de l'Allemagne. Selon M. Schwarz elle aurait hésité entre une politique de rigueur et d'accommodement et aurait tantôt joué le jeu de la collaboration avec les Occidentaux, tantôt agi de son propre chef, créant dans sa zone d'occupation des situations quasiment irréversibles. Il n'est pas exclu qu'elle ait visé également la soviétisation de l'Allemagne toute entière, mais Staline se montrait prudent car il avait trop conscience des risques de guerre pour défier ouvertement les Etats-Unis à l'époque où ceux-ci jouissaient du monopole atomique. En définitive, la volonté de reconstruire l'économie soviétique par des prélèvements opérés sur le potentiel allemand ont ruiné les chances d'une politique d'accommodement. L'URSS s'est également aliéné les habitants de sa zone d'occupation en leur faisant subir tout le poids des réparations et en leur imposant un régime politique qui ne correspondait pas à leurs vœux.

Enfin, la majorité des Allemands ont opté pour l'Occident par anti-communisme, dès lors qu'il fut démontré que l'expérience du multipartisme en zone soviétique était un leurre et que la politique de neutralité préconisée par le dirigeant CDU, Jacob Meier, était condamnée par la division du monde en deux camps. Il ne restait par conséquent d'autre alternative à l'URSS que d'intégrer l'Allemagne de l'Est dans le système communiste, mais ce n'était là qu'un pis-aller et M. Schwarz considère que la division de l'Allemagne fut ressentie par les dirigeants de Moscou comme un échec diplomatique majeur.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à une analyse des réalités allemandes et plus particulièrement de l'état de l'opinion telle qu'elle pouvait s'exprimer par le biais des partis, des notables locaux et des cercles intellectuels. M. Schwarz analyse les écrits de ceux qui plaidaient pour la neutralité de l'Allemagne (Ulrich Noak) et de ceux qui se prononçaient nettement pour son intégration à l'Ouest (Wilhelm Röpke); les premiers se souciaient avant tout de préserver l'unité de la nation allemande en se tenant à l'écart de la confrontation Est-Ouest, alors que les seconds jugeaient inévitable le conflit avec l'URSS et pariaient pour le camp occidental; le prix à payer était la division de l'Europe et de l'Allemagne, mais celle-ci n'était pas vouée à rester définitive et l'on estimait qu'une fédération d'Etats libres et prospères ne manquerait pas d'exercer un pouvoir d'attraction sur les «nations captives» et sous-développées de l'Est. D'autres enfin, comme Richard Löwenthal et Carlo Schmid développaient la thèse d'une Europe régénérée par le socialisme démocratique et susceptible de jouer le rôle d'une «Troisième force» dans les relations Est-Ouest.

M. Schwarz soumet à un examen critique ces différentes conceptions et souligne l'écart entre la théorie et la pratique, qu'il s'agisse du neutralisme allemand ou de l'idée d'une Europe indépendante jouant le rôle d'une «Troisième force». L'échec de la politique de collaboration de la CDU avec le parti communiste en zone soviétique, les déboires du socialisme démocratique dans la zone britannique et les contradictions dans lesquelles se débattait la SPD sous la direction de Kurt Schumacher ne pouvaient que refermer l'éventail des options offertes aux Allemands et favoriser les fédéralistes dont le «Rheinischer Merkur» était l'organe d'expression et Adenauer la figure de proue. Au demeurant, les Allemands n'avaient que des moyens d'action limités pour influencer sur le cours de la politique des Quatre. Les partis politiques ne réussirent pas à s'organiser sur une base nationale et les conflits entre les dirigeants installés à Berlin et dans les zones occidentales entravaient l'unité d'action. La participation des Allemands à l'administra-

tion des Länder se faisait dans le cadre des zones d'occupation et sous une tutelle étroite. Enfin, les problèmes ayant trait aux conditions d'existence de la population étaient prioritaires et leur solution par l'intégration dans le monde occidental était la seule concevable puisque le modèle soviétique avait peu d'adeptes et que les chances d'une réunification paraissaient préservées en application du concept du Kernstaat. Toutefois, lors de la conférence de Coblenz en juillet 1948, les représentants des Länder n'ont manifesté aucun enthousiasme pour la création d'un Etat ouest allemand et c'est sous la pression des Etats-Unis qu'ils acceptèrent finalement de s'engager dans cette voie en spéculant sur les vertus de fédéralisme européen pour satisfaire dans un avenir indéterminé leurs aspirations nationales.

L'étude monumentale de Hans-Peter Schwarz constitue un modèle d'analyse de science politique et sur un sujet complexe et délicat l'auteur développe une argumentation rigoureuse et solidement étayée. Certes, il ne dissimule pas sa philosophie de l'histoire et se félicite que le problème allemand ait été résolu par la création d'une République fédérale solidement ancrée à l'Ouest. Mais il démontre également qu'il ne pouvait en aller autrement eu égard au rapport des forces mondiales et à la convergence des intérêts des Etats-Unis et des Allemands de l'Ouest. Il reste à se demander si les Allemands sont toujours aussi convaincus que le choix de l'Occident est compatible avec la reconstitution de l'unité perdue et si l'affirmation de la nation allemande en Europe n'exige pas que l'on explore d'autres voies. Les controverses récentes à propos du »national-neutralisme« allemand prouvent que la question n'est pas académique.

Jean KLEIN, Paris

Claus SCHARF und Hans-Jürgen SCHRÖDER (Hg.), Die Deutschlandpolitik Großbritanniens und die britische Zone 1945–1949, Wiesbaden (Franz Steiner Verlag) 1979, 186 S. (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz, Abteilung Universalgeschichte, Beiheft 6).

Bis auf eine Ausnahme entspringen die Beiträge dieses Sammelbandes einem Kolloquium des Mainzer Instituts für Europäische Geschichte aus dem Jahre 1977. Damit setzt das Institut seine Anstrengungen fort, die mittlerweile schon reichlich entwickelte Forschung zur westdeutschen Nachkriegsgeschichte weiter voran zu bringen. Diese Geschichte war in erster Linie die Geschichte der Besatzung. Der vorliegende Band nun trägt zu einer differenzierten Sicht der Besatzungszeit bei, die in ihren Anfängen keineswegs primär aus der Perspektive der USA zu sehen ist, wenn sich Washington auch spätestens seit 1946/47 unter den Einwirkungen des Ost-West-Gegensatzes gegenüber seinen westlichen Juniorpartnern durchsetzte. Dies zeigen insbesondere die Beiträge von H. LADEMACHER über die britische Sozialisierungspolitik im Rhein-Ruhr-Raum und G. J. TRITTEL über wirtschaftspolitische Reformansätze in der britischen Zone. Unter dem Zwang der Ost-West-Konfrontation und angesichts der als amerikanische Antwort erfolgenden Stabilisierungspolitik im Westen wurden autonome britische Reformvorstellungen hinfällig. Aus deutscher Perspektive zeigt G. AMBROSIUS, daß das Jahr 1947 auch für die wirtschaftliche Programmatik von CDU und SPD eine Weichenstellung in Richtung auf mehr Liberalisierung bedeutete. Die einstige Weltmacht Großbritannien, deren fundamentale internationale Statusminderung D. C. WATT beschreibt, war nicht mehr in der Lage, eigene Zielvorstellungen, wie sie von der seit 1945 amtierenden Labour-Regierung entwickelt worden waren, autonom durchzusetzen. Der Band, dessen übrige Beiträge die britische Militärverwaltung 1945/46 (J. THIES), die britische Bildungs- und Re-education-Politik (K. JÜRGENSEN) und die archivalische Überlieferung der Demontagepolitik im Düsseldorfer Hauptstaatsarchiv (D. SCRIVERIUS) behandeln, zeichnet sich durch eine umfangreiche Bibliographie und eine die wichtigsten Ergebnisse resümierende Einführung der Herausgeber aus.

Gottfried NIEDHART, Mannheim